



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2453
7 août 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Les dirigeants européens face au drame des migrants

Une politique criminelle



Éleveurs en colère

**Face aux
capitalistes de
la distributon**

page 3

Automobile

**Profits records
aux dépens des
salariés**

page 10

Palestine - Israël

**De la
colonisation à
la barbarie**

page 6

À Calais, les dirigeants européens claquent la porte au nez de leurs victimes

Chaque nuit, à Calais, des centaines de migrants voulant gagner l'Angleterre tentent d'entrer dans les installations du tunnel sous la Manche. Malgré les policiers envoyés sur place, malgré barbelés et grillages, ils reviennent dix fois tenter leur chance et certains en meurent, renversés par un camion ou électrocutés.

Malgré leurs déclarations de fermeté, malgré des mesures de contrôle toujours plus délirantes, les gouvernements des deux côtés de la Manche ne peuvent faire cesser cette situation. Des politiciens en mal de démagogie comme le député de droite Xavier Bertrand dénoncent les autorités britanniques qui ne coopéreraient pas assez. D'autres, côté anglais, s'en prennent aux autorités françaises qui ne seraient pas assez répressives. Les deux gouvernements déclarent qu'ils feront front ensemble mais que le problème est européen et ne doit pas reposer sur eux seuls.

Les mêmes préféreraient hier laisser l'Italie se débrouiller seule avec l'afflux de migrants arrivant de Méditerranée, et à Menton la police française refoule sans pitié ceux qui tentent de passer la frontière. Malgré leurs discours sur la solidarité européenne, les dirigeants français, anglais, allemands, italiens ou autres se rejettent mutuellement les responsabilités. Mais ils sont d'accord pour laisser ainsi des milliers de personnes vivre dans des conditions indignes.

Après avoir risqué leur vie sur des embarcations de fortune en payant leur passage d'un prix exorbitant, les migrants se retrouvent donc à errer sur le territoire européen, rejetés d'un pays à l'autre. L'attitude du gouvernement français est parmi les plus méprisables. Il ne laisse parvenir qu'une aide humanitaire dérisoire à des milliers de personnes, contraintes de survivre comme elles peuvent dans les bois autour de Calais.

Qu'ils soient Syriens ou Afghans, ou bien Érythréens, Soudanais ou ressortissants d'autres pays d'Afrique, les candidats à l'exil fuient des situations de guerre ou de misère extrême dans lesquelles les dirigeants américains, mais aussi européens, portent une grande part de responsabilité. Cela n'empêche pas les responsables de cette Europe forteresse de leur claquer la porte au nez et de traiter de façon ignoble ceux qui ont réussi à y entrer.

Pour des pays aussi riches que ceux d'Europe, accueillir chaque année de façon décente quelques centaines de milliers de personnes ne coûterait pourtant pas grand-chose, comparé aux sommes consacrées à subventionner leurs capitalistes ou à mener des guerres en Afrique ou au Moyen-Orient, comme le fait le gouvernement Hollande. Et les dirigeants européens osent encore déclarer que la vraie solution serait de développer l'économie dans les pays d'origine, alors que c'est justement leur politique qui y sème la désolation.

La situation dramatique des migrants de Calais, ou d'autres qui ailleurs s'entassent dans des camps de fortune, n'est encore qu'un pâle reflet de ce qui se passe à l'échelle de pays entiers. Les guerres au Moyen-Orient et en Afrique, la misère qui sévit dans toutes ces régions, ne produisent pas des milliers mais des millions de réfugiés. Ils trouvent asile dans les pays voisins, des pays pauvres qui n'ont rien d'autre à leur offrir que des camps de toile où ils devront survivre des années avec de maigres secours, une situation à laquelle quelques-uns tentent désespérément d'échapper en gagnant l'Europe.

À tout cela les dirigeants du monde capitaliste n'ont pas de solution car ils en sont les premiers responsables. Aussi ne savent-ils qu'hérissier les frontières de barbelés, voire de murs, pour empêcher les victimes de leur système d'entrer sur leur territoire.

Les migrants de Calais ne sont pas nos ennemis, ils sont nos frères. Non seulement parce que nous faisons partie d'une même humanité, mais parce qu'ils sont les victimes de la même société d'injustice. Beaucoup diront qu'il n'y a rien de commun entre l'exploitation que subissent les travailleurs en France et la situation désespérée où plonge la population de pays entiers en Afrique ou en Asie, mais c'est faux. Les travailleurs que l'on licencie ici, ou même les agriculteurs qui se plaignent de ne plus pouvoir vivre de leur travail, sont victimes d'un même système capitaliste qui, en obéissant à la seule logique du profit, rend la planète de plus en plus invivable pour la majorité de ses habitants. Un système économique et politique absurde, injuste, violent, inhumain, qu'il est de plus en plus urgent de renverser.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ					
Éleveurs en colère	3	Loyers parisiens	9	Porto Rico	7
Réforme territoriale	3	Stationnement Paris	9	La Réunion	10
Tarifs de l'électricité	3	Foyer Home-Dôme	9	Espagne	12
Migrants	4	Canal Plus censuré	9	IL Y A 100 ANS	
Contre-vérités et propagande	4	Wall Street	12	Haïti	8
Pacte de responsabilité	5	Un trader condamné	12	ENTREPRISES	
Rebsamen quitte le navire	5	DANS LE MONDE		Automobile	10
Déchets radioactifs	5	Palestine	6	PSA Peugeot-Citroën	11
Vacances de roi	5	Israël	6	Autoroutes	10
France-Gabon	5	Grèce	6	La Poste	10
Cac 40	9	Grande-Bretagne	6	Air France - KLM	11
		États-Unis	7		

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Éleveurs en colère face aux capitalistes de la distribution

Si les éleveurs ont levé les nombreux barrages érigés entre le 19 et le 27 juillet, ils n'ont pas pour autant cessé leur mouvement. Chaque jour, ils mènent de nouvelles actions, barrages filtrants, opérations escargot, contrôle de la provenance de la viande dans les supermarchés ou les restaurants, etc. Ils veulent maintenir la pression sur la grande distribution et les industriels du secteur, pour les obliger à augmenter les prix auxquels ils achètent leur viande ou leur lait.

C'est en luttant avec ténacité depuis le mois de juin, en organisant la mobilisation collective à travers tout le pays, que les éleveurs ont forcé le gouvernement à intervenir. Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture, a annoncé un plan d'aide de 600 millions d'euros, consistant en annulations ou reports de charges et de cotisations, ainsi que la mise à disposition de 500 millions supplémentaires de crédits bancaires.

En continuant leur mobilisation, les éleveurs

essaient de faire plier les groupes capitalistes de la grande distribution, de la transformation du lait et de l'abattage. Ceux-ci respectent-ils les différents accords signés, avec la médiation du gouvernement, pour l'augmentation du prix d'achat de la viande ou du lait? Cela ne dépendra que du rapport de force que les éleveurs créeront et maintiendront dans le temps. Les capitalistes du secteur ne leur concéderont quelques centimes de plus par kilo de viande ou litre de lait que s'ils y sont

obligés, et feront tout pour ne pas rogner leurs profits.

C'est ainsi que le groupe fromager Savencia (anciennement Bongrain, à la tête des produits Cœur de Lion, Caprice des Dieux, Elle & Vire, qui achète du lait à des milliers d'éleveurs), vient d'affirmer dans un courrier interne qu'il n'est pas lié par l'accord passé avec les éleveurs, car il ne commercialise aucun des produits concernés, packs de lait classiques, yaourts nature ou fromages premier prix.

En lutte contre des capitalistes parmi les plus importants du pays, les éleveurs ne peuvent que susciter la sympathie des travailleurs. Mais les intérêts des uns et des autres ne sont pas pour autant identiques. Si certains éleveurs croulent sous les dettes et vivent comme des ouvriers -10% des élevages, toutes filières confondues, seraient en difficulté finan-

cière-d'autres, comme Xavier Beulin, le président de la FNSEA, font partie du grand patronat. La plupart d'entre eux, en tant que propriétaires, se sentent davantage liés au patronat qu'au monde ouvrier, et ne se démarquent pas des revendications habituelles de celui-là, comme les baisses de charge pour « être plus compétitifs ».

Lors de leurs dernières actions, les éleveurs ont multiplié les « contrôles » dans les grandes surfaces. Mais il ne s'agit que de contrôler la provenance de la viande ou du lait et de saisir ou repérer par une étiquette les produits d'origine étrangère. Les éleveurs veulent ainsi sensibiliser la population au « consommer Français ». Ils accusent leurs concurrents allemands, brésiliens, polonais ou belges de pratiquer le dumping sur les prix et d'être en partie responsables de la crise du

secteur. Mais est-ce vraiment le problème? Non, et bien des éleveurs le savent, qui dénoncent les marges que les capitalistes de la filière appliquent, à chaque étape, entre le prix d'achat au producteur et le prix de vente en rayon. Pour savoir où se font précisément ces marges, quel niveau elles atteignent, ce ne sont pas les rayons de supermarchés qu'il faut contrôler, mais les comptes des groupes capitalistes du secteur.

La question du contrôle des comptes des grands groupes capitalistes se pose dans tous les secteurs de l'économie. Ce contrôle indispensable pourrait et devrait devenir un objectif commun, non seulement pour les éleveurs et les autres producteurs, mais pour tous les travailleurs et pour les consommateurs eux-mêmes.

Valérie Fontaine

Réforme territoriale : des coupes claires dans les services à la population

Vendredi 31 juillet, à l'issue du dernier conseil des ministres avant les vacances gouvernementales, la liste provisoire des capitales des treize nouvelles régions a été annoncée. Après la réduction du nombre de régions sous prétexte de renforcement de leur poids à l'échelle européenne, le gouvernement a dû annoncer ses choix. La lutte semble avoir été rude entre les baronnies locales pour parvenir à garder la direction des super régions et la gestion des budgets qui vont avec. Mais d'après Valls, cela s'est fait dans le « respect de l'équilibre des territoires » et de « leur spécificité ».

Le gouvernement a cherché à ménager les susceptibilités locales en compensant en partie la perte d'influence promise aux villes perdant leur statut. En Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, c'est Toulouse qui l'a emporté, mais Montpellier aura son lot de consolation avec la Chambre régionale des comptes.

Cela suffira peut-être à limiter la contestation des élus, y compris socialistes, qui menaçaient de présenter des listes dissidentes aux prochaines élections régionales. Mais la réforme annonce surtout des coupes claires dans les effectifs des salariés de la fonction

territoriale, déjà accusés de tous les maux par des campagnes gouvernementales successives: de coûter trop cher, d'être trop nombreux, de ne pas assez travailler. En réalité, les régions n'ont souvent fait que compenser un peu le désengagement de l'État dans les services nécessaires à la population.

L'objectif affiché du gouvernement reste de faire des économies, et les réductions d'effectifs ne se limiteront pas aux quelques postes de directeurs des administrations d'État déjà annoncées. La réduction du nombre de capitales régionales devrait entraîner le déplacement de plus de 10 000 employés

loin de chez eux, car personne ne croit aux formations promises par Valls pour rester sur place. Et derrière les discours bien rôdés de « mutualisation des services », de « développement d'outils administratifs numériques », c'est bien la destruction de nombreux emplois qui se profile.

Ce sera aux futurs préfets des grandes régions de réorganiser les services territoriaux, qui ne seront maintenus qu'en partie. Cela va se faire avec des moyens en baisse car l'État va continuer à diminuer les dotations qu'il verse aux régions pour leur fonctionnement.

Pour pouvoir continuer à financer les cadeaux au patronat et sous prétexte de réduire la dette, l'État entreprend une réforme qui va aggraver encore les conditions de vie des classes populaires, en particulier les plus victimes de la crise, réduisant les services de transports, les moyens de se soigner et les aides aux plus fragiles.

Gilles Boti

Tarifs de l'électricité : les consommateurs volés

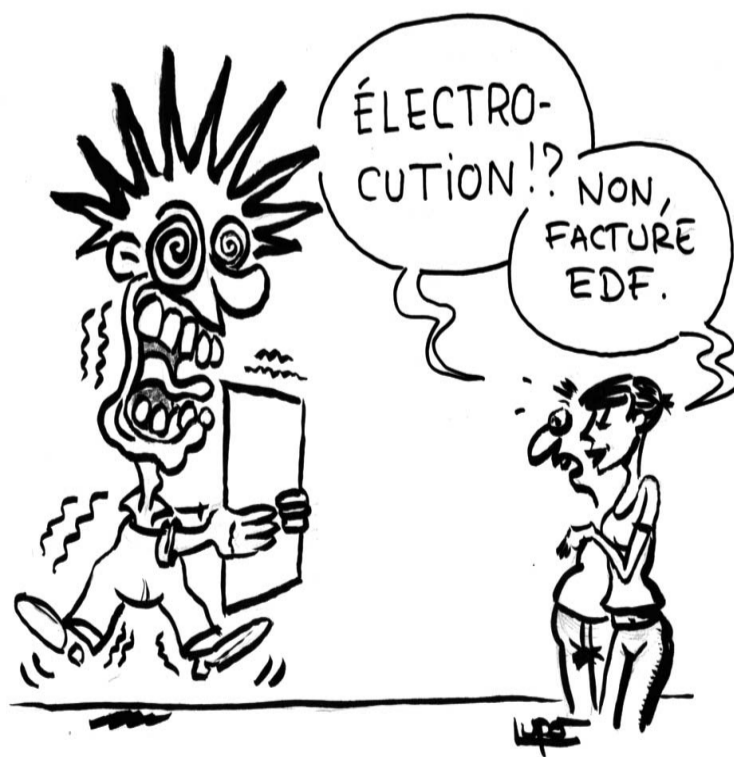
Les tarifs de l'électricité ont augmenté de 2,5% au 1^{er} août. Cette hausse est bien supérieure à l'inflation, estimée à 0,3% sur l'année. Elle n'est même pas justifiée par les coûts des différentes composantes de la filière à partir desquels le prix de l'électricité devrait désormais être calculé, ces coûts étant actuellement en baisse d'après les calculs d'EDF.

Pour justifier cette nouvelle augmentation, EDF invoque la nécessité d'un

rattrapage, les prix n'ayant, selon elle, pas assez augmenté entre 2012 et 2014, ainsi que les travaux de rénovation de son parc nucléaire et la reprise des activités réacteurs d'Areva. Mais entre 2008 et août 2015, les hausses cumulées atteignent 22,5%, plus du double du taux officiel de l'inflation.

Une fois encore, EDF et le gouvernement profitent de l'été pour nous faire les poches.

V. F.



Migrants de Calais : Bertrand dans la course aux voix du FN

Un certain nombre de politiciens britanniques ont accusé les autorités françaises de ne pas mettre assez de barbelés pour empêcher les migrants de passer en Angleterre par le tunnel sous la Manche. Le chef de file de la droite aux élections régionales de la nouvelle région Nord,

Xavier Bertrand, a voulu riposter en accusant le gouvernement anglais de ne pas prendre sa part du « fardeau » et d'offrir de trop bonnes conditions d'accueil aux migrants sans papiers.

Montant sur ses ergots nationalistes pour tenter de plaire aux électeurs qui regardent vers Marine Le

Pen, le député-maire de Saint-Quentin a menacé de laisser passer les migrants sous la Manche : « On sait quelle est l'attitude des Italiens, qui laissent remonter les migrants vers la France. Que l'Angleterre n'oblige pas la France à faire la même chose. »

Voulant se présenter comme le porte-parole

des Calaisiens « qui n'en peuvent plus », il en rajoute aussi dans la démagogie anti-immigrée, se déclarant favorable à une intervention des navires de guerre européens dans les eaux territoriales libyennes pour empêcher la traversée « d'un million de personnes qui attendent de quitter l'Afrique ».

Nationalisme et xénophobie, indifférence face au sort des travailleurs qui fuient la misère et la guerre autant qu'à celui de ceux qui se font exploiter ou licencier ici, les politiciens des différents pays européens sont du même niveau : très bas.

Gilles Boti

Contre-vérités et propagande

Au moment, où la question des migrants de Calais occupe l'actualité, on entend nombre de bobards autour de l'idée que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Cette affirmation mille fois répétée par les politiciens de droite, et de gauche, depuis que son auteur le socialiste Michel Rocard, alors Premier ministre, la prononça en 1989, fait référence. Mais derrière ce qui semble relever d'un gros bon sens se camouflent des contre-vérités et des exagérations délibérément calculées.

Toute la misère du monde ?

Comme s'il s'agissait d'accueillir toute la misère sévissant sur la planète ! Cette misère touche en réalité des pays, voire des continents, dans lesquels la quasi-totalité de la population n'a pas d'autre choix que de rester là où elle est née. Les migrations, si elles ont augmenté ces derniers temps, restent marginales au regard de la population

des pays riches de l'Europe. Elle est marginale aussi comparée à des mouvements de populations qui ont eu lieu à d'autres périodes, sans qu'ils se traduisent par une régression des pays d'accueil. Au contraire !

Les pays riches, à commencer par le plus riche d'entre eux, les États-Unis, se sont développés grâce à des migrations massives et quasiment continues. Mais c'est tout aussi vrai de pays comme la France, dont l'économie a profité de l'afflux de migrants venus d'Italie pour travailler dans les mines de Lorraine, de Polonais dans les mines du Nord, de Portugais et d'Espagnols, de travailleurs d'Afrique du Nord qui se sont retrouvés sur les chaînes des usines automobiles. Quand des

manifestants crient « Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés », ce n'est pas qu'un slogan, c'est le résumé d'une réalité vivante.

Un vieil épouvantail

La peur d'invasisseurs venus d'ailleurs est une vieille ficelle utilisée par les démagogues de tout bord. Pendant des décennies ils ont agité la menace du « péril jaune », pour la remplacer par celle venue du Moyen-Orient ou d'Afrique. Ils échangent les habits de l'épouvantail, mais c'est toujours la même méthode.

Le gâteau trop petit pour le partager ?

Mensonge là encore. Quand les dirigeants politiques prétendent qu'on ne peut pas partager la « galette de la France » ou d'un pays comparable, ils omettent de dire que la part des riches, loin d'y diminuer, reste la même, quand elle ne grossit pas. Ces riches ne partagent

rien – ni avec les nouveaux migrants, ni avec les travailleurs du pays. Il suffirait pourtant de prendre sur leur part pour pouvoir accueillir tous ceux qui, à travers mille périls, tentent d'atteindre l'Europe.

Ce serait une question de justice, car une partie de la fortune de ces riches provient du pillage des pays dont viennent ces migrants, pillage des richesses de leur sol et de leur sous-sol, auquel s'ajoute un colossal pillage humain. Car le trafic d'esclaves, en même temps qu'il enrichissait les bourgeois négriers de Bordeaux ou de Nantes, vidait des régions entières d'Afrique de leurs populations.

Pour ne pas avoir à accueillir ceux qui fuient l'insécurité, il faudrait cesser de la provoquer

Pour toute personne de bonne foi, l'insécurité qui règne au Moyen-Orient et dans certains pays

d'Afrique a pour origine les interventions des grandes puissances, en premier lieu les États-Unis, pour protéger leurs intérêts économiques. Elles sont responsables du chaos qui y domine et du même coup de l'afflux des hommes, femmes et enfants qui essayent d'y échapper. Ce serait la moindre des choses qu'elles en assument les conséquences, en accueillant les victimes innocentes de leurs agissements. Mais il faudrait surtout qu'elles cessent de mettre de l'huile sur le feu dans ces régions.

Au lieu de cela, elles augmentent la hauteur de leurs barbelés. Mais elles voudraient, en plus, ériger des barbelés psychologiques dans les têtes, afin de dresser les peuples les uns contre les autres, en essayant de faire croire que les migrants sont nos adversaires. Ne tombons pas dans ce piège.

Jean-Pierre Vial

Grenoble : évacuation et destruction d'un bidonville

Mercredi 29 juillet, dès 6 heures du matin, un camp de Roms a été évacué suite à un arrêté d'expulsion pris par le maire écologiste de Grenoble, Éric Piolle. Ce camp s'était constitué il y a deux ans et avait compté jusqu'à 400 occupants, la moitié étant des enfants. Ces familles de travailleurs migrants sont pour la plupart des Roms roumains à qui l'État refuse le droit d'être accueillis dans des conditions correctes.

Le jour de l'expulsion, ils n'étaient plus qu'environ 150, nombre d'entre eux ayant plié bagage avant l'arrivée de la police. 50 personnes ont été relogées par la ville au Rondeau, dans un centre d'hébergement

d'urgence où 22 chalets sont installés. Ils s'ajoutent aux 100 personnes déjà présentes car quelques chalets étaient encore disponibles. Certains ont été dirigés vers des appartements ou des hôtels par les services de la préfecture, les autres ont été abrités dans une école dans l'attente d'une solution d'hébergement... Enfin, cinq occupants se sont vu signifier une OQTF (obligation de quitter le territoire) et ont été emmenés au centre de rétention de Lyon. Quant à ceux qui n'étaient pas présents le jour de l'évacuation, ils sont allés, sans aucun doute, grossir d'autres camps de l'agglomération.

Un représentant de la

Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants a dénoncé cette expulsion en ces termes : « Certes cette évacuation est moins violente que d'autres expulsions, mais il y a une violence symbolique, une mobilisation de centaines de policiers et un dispositif impressionnant, traumatisant, symbole de notre société incapable de procéder autrement que par expulsion massive ».

Dans l'agglomération de Grenoble, les moyens pour l'hébergement d'urgence sont dramatiquement insuffisants. Le nouveau Conseil départemental, de droite, vient de supprimer la subvention de 93 000 euros destinée à



l'aménagement du centre d'hébergement d'urgence du Rondeau. Et il annonce dans le même temps une subvention de 100 millions d'euros pour le BTP !

Mépris, rejet, expulsions maintes fois répétées, voilà

la politique menée par la droite comme par la gauche qui refusent de dégager des moyens à la hauteur des besoins pour l'accueil de ces populations.

Correspondant LO

Pacte de responsabilité : la fronde n'est pas admise

Le bureau national du Parti socialiste a approuvé un rapport présenté par deux députés, préconisant une autre répartition des 15 milliards du Pacte de responsabilité qui restent à distribuer jusqu'en 2017. Il propose de redistribuer jusqu'à 6 milliards aux collectivités locales, afin de favoriser l'investissement numérique et économique et de supprimer les frais de gestion prélevés par l'État sur les impôts locaux. Dans le but de « conforter le pouvoir d'achat des ménages », ces deux députés

réclament parallèlement une réduction dégressive de la CSG pour les salaires inférieurs à deux fois le smic.

Tout ceci n'est qu'un rapport, qui n'a que peu de chances d'avoir une quelconque influence sur la politique du gouvernement. C'est en quelque sorte une bouée de sauvetage que les notables et les élus du PS lancent à l'approche des prochaines élections électorales. Depuis trois ans, ils n'ont rien dit devant toutes les mesures antiouvrières que les partis au pouvoir,

à commencer par le PS, ont imposé aux travailleurs et aux classes populaires pour servir les intérêts du grand patronat. Maintenant qu'ils craignent pour leurs places, ils se (re)découvrent une sensibilité de gauche !

Mais il n'en a pas fallu plus pour que le Medef pousse les hauts cris et que le Premier ministre Manuel Valls s'incline tout aussitôt, rappelant à l'ordre les frondeurs du PS et réaffirmant qu'il n'était pas question de toucher aux cadeaux faits aux puissances d'argent.

Marianne Lamiral

Rebsamen quitte le navire

François Rebsamen s'apprête à quitter son fauteuil de ministre du Travail pour se représenter à la mairie de Dijon, suite au décès du maire actuel.

Au bilan de ce ministre de combat contre les travailleurs, il a fait passer la loi dite de dialogue social qui rogne leurs droits. Sous prétexte de lutte contre la fraude aux indemnités, il a renforcé les contrôles des chômeurs, à défaut d'être capable de leur trouver un emploi ou de vouloir s'attaquer aux licenciés.

Rebsamen s'est prononcé aussi pour la baisse des indemnités chômage, en commençant par celles des cadres, et pour l'allongement

de la durée des cotisations de retraite. Dans les deux cas, il allait même au-delà de la politique du gouvernement Valls, pourtant peu avare de mesures antiouvrières.

En reprenant sa place de maire, Rebsamen s'épargnera la peine d'avoir à commenter tous les mois les chiffres du chômage, obstinément en hausse. Et il espère sans doute n'avoir pas à assumer le bilan du gouvernement Valls et préserver ainsi son avenir politique.

Même simple maire, Rebsamen n'en pourra pas moins poursuivre sur le registre antiouvrier et antipauvre qu'il a adopté étant ministre.

Alain Chevard

Déchets radioactifs : les manœuvres de la droite et du PS

Des militants écologistes ont décidé de camper durant tout le mois d'août sur le site de Bure, dans la Meuse, pour s'opposer à l'enfouissement de déchets radioactifs les plus dangereux dans le sous-sol de la commune.

En effet, dans la loi Macron votée le 10 juillet, un amendement rejeté à deux reprises par les élus a été réintroduit en douce.

Ségolène Royal, qui se dit pourtant ministre de l'Écologie, avait déjà tenté il y a deux ans de faire passer ce projet, appelé Cigéo, dans sa loi de transition énergétique. Devant l'opposition des riverains, elle avait préféré faire marche arrière. Chassé par la

porte, Cigéo était revenu par la fenêtre en étant intégré à la loi Macron. Mais l'amendement avait été rejeté par les députés.

La population n'est pas d'accord, les députés ont voté contre. Qu'à cela ne tienne ! Pour ce gouvernement, l'article 49-3 de la Constitution, qui permet d'imposer un projet de loi sans vote, est fait pour se passer du jeu prétendument démocratique. Sur proposition de Gérard Longuet, un député Les Républicains (ex-UMP), soutenu par son homologue PS Le Déault, le projet Cigéo a été réintégré à la loi Macron, même s'il n'a rien à voir avec la croissance économique, d'autant moins

qu'il coûtera dans les 40 millions d'euros.

Les écologistes d'Europe-Écologie - Les Verts se sont élevés contre ce « coup de force qui rompt définitivement la confiance que les écologistes avaient dans ce gouvernement », déclarant qu'une « ligne rouge avait été franchie ». Mais ce n'est pas la première fois que les responsables écologistes se parent d'une vertueuse indignation face aux reniements du gouvernement. Cela n'empêche pas de continuer à avaler des couleuvres pour conserver des postes d'élus qu'ils ne pourraient avoir sans l'aval du PS.

M.L.



France-Gabon : enquêtes éloquentes

Lundi 3 août, un certain Maixent Accrombessi, l'influent directeur du cabinet d'Ali Bongo, actuel chef d'État du Gabon, était arrêté à Roissy par la police française alors qu'il repartait de Paris. Le motif de cette interpellation concernait une enquête ouverte il y a huit ans pour « corruption d'agent public étranger » et blanchiment d'argent. Cette « affaire » concernait des contrats passés entre le gouvernement gabonais et une société française, Marck, spécialisée dans la confection d'uniformes militaires, connue pour être au cœur d'opérations financières opaques entre la France et

l'Afrique. Entre autres, des versements suspects sur un compte monégasque feraient l'objet d'examen.

Néanmoins, c'est en quelques heures que Maixent Accrombessi a été tiré d'affaire. Les autorités gabonaises auraient sauvé leur directeur de cabinet en envoyant, a posteriori, leurs excuses aux autorités françaises ainsi qu'une lettre de mission justifiant la présence officielle en France de Maixent Accrombessi. Celui-ci a donc pu quitter le territoire français.

Cette affaire lève un voile non seulement sur la corruption du régime du Gabon, mais aussi sur les

liens existant entre les dirigeants de ce pays et les milieux d'affaires français. Les trafics de type mafieux avec les régimes en place en Afrique sont monnaie courante. De grands capitalistes peuvent ainsi jongler avec des milliards pendant que les peuples d'Afrique sont acculés à la misère et déchirés par des conflits sanglants. Des conflits qui, eux aussi, contribuent à enrichir les couches dirigeantes de ces pays, les exploités des pays riches, les fabricants d'armes et les milieux financiers.

Henriette Mauthey

Vacances de roi

Le roi Salman d'Arabie Saoudite s'en est allé lundi 3 août, quittant sa demeure somptueuse de Vallauris pour une autre près de Tanger. Après avoir suscité quelques polémiques, la privatisation d'une des dernières plages publiques du secteur et l'éloignement d'une CRS qui aurait pu offenser le regard de son altesse en maillot de bain, il a emporté dans son sillage un millier de riches courtisans qui pendant huit jours ont trompé leur ennui dans les palaces de la croisette à Cannes.

Certains commerçants se sont plaints, accusant les critiques d'avoir fait fuir précipitamment sa

majesté et ainsi d'avoir nui à leurs affaires. Mais si les dépenses de la cour sont royales, les ardoises qu'elle laisse derrière elle le sont aussi. L'urgentiste Patrick Pelloux est venu rappeler que les émirs d'Arabie venant se faire soigner à Paris doivent 3,7 millions d'euros à l'AP-HP alors même que celle-ci s'est lancée dans des économies sur le dos du personnel.

Il serait paraît-il dans la tradition de la diplomatie française de ne pas demander le recouvrement de ce genre de créances. Il ne faudrait pas indisposer un aussi bon acheteur éventuel d'équipements militaires.

Gilles Boti

Palestine : la barbarie des colons et ceux qui la nourrissent

Vendredi 31 juillet des colons israéliens incendiaient la maison d'une famille palestinienne de Cisjordanie. Ali Saad Dawabsha, un bébé de 18 mois, est mort brûlé vif, son frère de quatre ans et ses parents sont entre la vie et la mort.

Ce crime odieux a de nouveau provoqué les manifestations de la population de la Cisjordanie occupée par Israël. L'armée israélienne est intervenue contre les manifestants mais aussi pour protéger les colons. Les criminels disent avoir agi par « vengeance » comme ils l'ont écrit sur les murs de la maison incendiée. En l'occurrence la « vengeance » visait le gouvernement israélien qui avait décidé deux jours auparavant de détruire deux immeubles dans une des colonies de Cisjordanie.

L'ampleur des réactions a obligé Netanyahu, pour une fois, à condamner les colons extrémistes que sa politique a toujours favorisés. Mais tout en parlant de « tolérance zéro pour ces criminels qui déshonorent Israël », le chef du gouvernement israélien a tenu à rassurer ses alliés d'extrême droite sur la poursuite de la construction de 300 nouveaux logements dans les territoires occupés.

Il a aussi déclaré « ne pas comprendre comment un tel crime était possible »,

ajoutant que « toute forme de terrorisme juif ou arabe sera punie ». Pourtant, en matière de terrorisme, Netanyahu est un spécialiste, « 2014 a connu le pire bilan pour les pertes civiles parmi les Palestiniens depuis 1967, avec 2220 Palestiniens tués, dont 550 enfants », précisait un rapport de l'association Human Rights Watch. Ce même rapport accusait le 20 juillet dernier Israël de forcer des enfants palestiniens à signer des aveux sous la menace.

Quant à dire ne pas comprendre les raisons qui permettent un tel acte, c'est évidemment se moquer du monde. Netanyahu a fait campagne en n'hésitant pas

à attiser la haine raciste, notamment contre les arabes israéliens et les Palestiniens, même si sur ce terrain il a souvent été doublé par son extrême droite avec laquelle il est au pouvoir aujourd'hui.

Et puis ce crime, pour horrible qu'il soit, est loin d'être un crime isolé. Les colons israéliens savent qu'ils jouissent d'une énorme impunité. Un rapport de l'ONG C'est la justice (Yesh din en hébreu) montre que dans 87% des cas les colons ne sont pas condamnés lors d'agressions contre des Palestiniens et l'association a recensé plus de 11 000 attaques de colons en 2014. Les colons sont une base électorale et idéologique

pour le gouvernement de l'extrême droite sioniste de Netanyahu. Leurs implantations, leur extension sont encouragées et largement financées, leurs crimes sont couverts, et si la population palestinienne en paye le prix le plus lourd, les Israéliens les subissent aussi.

La politique du gouvernement Netanyahu ne connaissant que la logique de l'occupation et de la guerre à outrance contre le peuple palestinien, est entièrement responsable du crime barbare du 31 juillet. Mais elle est aussi responsable de la montée des tendances les plus réactionnaires au sein même d'Israël.

Christian Chavaux

Israël : le cancer de l'extrême droite religieuse

Le 30 juillet, lors d'une manifestation Gay Pride à Jérusalem, un ultra orthodoxe juif a poignardé six personnes. Une jeune fille est depuis décédée.

L'agresseur avait déjà poignardé des participants à une manifestation en 2005. Là encore, cet acte n'est pas seulement le fait « d'un fou de dieu isolé ». En témoigne le soutien du leader du parti religieux juif Shas et ancien ministre de l'Intérieur Eli Yishai, qui avait appelé en 2007 à la libération anticipée de l'agresseur. D'après un sondage, 71 % des ultra-orthodoxes Juifs considèrent l'homosexualité comme une perversion. Et si aujourd'hui

il y a quasi-unanimité pour condamner l'agression homophobe, de nombreux rabbins et leaders de droite se sont illustrés dans le passé par leur propos anti-gay.

Samedi 1^{er} août, des manifestations ont eu lieu dans diverses grandes villes, notamment à Tel Aviv, Jérusalem, Beer-Sheva et Haïfa. Mais après l'incendie meurtrier en Cisjordanie, les rassemblements ont également dénoncé ce crime raciste, de nombreux manifestants



faisant le lien entre les deux événements. À Tel Aviv, l'oncle de l'enfant palestinien brûlé vif était présent,

exigeant que l'armée israélienne cesse de protéger les colons. Les politiciens de la gauche sioniste et même le

président de droite sont venus faire des déclarations, faisant mine de se démarquer du pouvoir. Mais des milliers de manifestants, eux, tenaient à exprimer leur rejet de cette extrême droite, de ces religieux qui sont au pouvoir et qui encouragent les criminels. Des manifestants portaient des pancartes affirmant : « Les appels à la haine de la droite tuent ». Beaucoup ont également dénoncé la responsabilité directe de l'État dans ce climat réactionnaire, homophobe, raciste, qui pèse de plus en plus lourdement sur la vie de tous.

C.C.

Grande-Bretagne : mesures anti-immigrés

Plus qu'à un problème d'immigration, le gouvernement Cameron est sous le feu de la surenchère démagogique de ses adversaires politiques en Grande-Bretagne et de politiciens français, qui l'accusent de ne rien faire. Le Premier ministre s'est déjà illustré sur ce terrain, qualifiant les clandestins de « nuée de migrants ». En plus du déblocage de fonds pour renforcer le terminal de Calais et du déploiement de chiens policiers, il vient d'annoncer des mesures visant directement les travailleurs sans papiers présents en Grande-Bretagne.

Ainsi, les immigrés déboutés de leur demande d'asile n'auraient plus droit aux allocations. Un locataire sans-papier se verrait immédiatement expulsé de son logement, sans décision de justice comme précédemment. Les propriétaires louant

à des sans-papiers pourraient être condamnés et écoper jusqu'à cinq ans de prison. Des mesures visant les propriétaires sont déjà en application dans une région, l'effet est que des citoyens britanniques ne peuvent pas se loger, faute de justificatifs suffisants. Et surtout, la généralisation de cette mesure livrerait les travailleurs sans papiers à la recherche d'un toit aux marchands de sommeil les plus crapuleux.

Par ces annonces, Cameron voudrait soigner son avenir politique en concurrençant ses adversaires à droite. Il prétend reprendre ainsi le contrôle de la situation, mais ces mesures n'empêcheront pas les migrants de fuir des situations désespérées, tout au plus elles les fragiliseront davantage face aux exploiters et aux marchands de sommeil.

Alain Chevard

Grèce : le parasitisme du grand capital

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier, le Premier ministre grec Tsipras a dû faire concession sur concession aux exigences des créanciers, sans que cela sauve en quoi que ce soit l'économie du pays. Dès février, la pression des dirigeants européens et du patronat grec a obligé Tsipras à remettre en cause son programme pour ne conserver que certaines mesures d'urgence. En juillet, face à la menace d'asphyxie financière, Tsipras s'est engagé à imposer un nouveau plan d'austérité, portant l'âge de la retraite à 67 ans, augmentant la TVA à 23% et reprenant les privatisations.

Mais pas plus que les précédentes, ces mesures payées par la population et les travailleurs grecs n'ont suffi à calmer la soif de profit du système qui les saigne. Le prêt d'urgence de 7 milliards d'euros concédé en juillet a été englouti en remboursements d'échéances précédentes. Aujourd'hui, pour fournir la prochaine tranche de prêts indispensable pour payer l'échéance

du mois d'août, les créanciers de la Grèce en redemandent. Il faudrait faciliter encore les licenciements, les expulsions de locataires endettés, et réduire l'impôt « de solidarité » exceptionnel prévu pour les revenus supérieurs à 500 000 euros, car d'après les créanciers il inciterait à l'évasion fiscale !

En réalité, bien sûr, les circuits financiers, qui en Europe sont dominés par les grandes banques françaises et allemandes, sont taillés sur mesure pour permettre cette évasion aux grandes fortunes et aux grandes entreprises grecques – comme aux autres – et il n'est pas prévu de s'y attaquer. Seuls les travailleurs paieront.

Les prochains prêts, s'ils sont accordés, ne résoudront rien, car il s'agit de rembourser la BCE, le FMI, et de recapitaliser les banques grecques et

nullement d'embaucher ou de redonner un peu de pouvoir d'achat aux travailleurs grecs. Rien d'étonnant alors à ce que les experts prévoient que l'économie continue à s'enfoncer dans la récession.

Les travailleurs grecs, qui avaient voté pour Syriza pour rejeter l'austérité, se retrouvent en proie à la voracité du grand capital. Et c'est bien le parasitisme de cette propriété capitaliste, en Grèce comme dans le reste de l'Europe, qui étrangle l'économie.

Serge Fauveau



États-Unis : le coup d'épée dans l'eau d'Obama

Barack Obama a annoncé le 2 août un plan pour lutter contre le réchauffement climatique. Il veut faire baisser la quantité de gaz à effet de serre émis par les centrales électriques américaines de 32 % d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 2005 et faire passer aux États-Unis la part des énergies renouvelables de 13 à 28 % en quinze ans.

Accompagnant cette décision d'un solennel « *il n'y a pas de défi constituant de plus grande menace pour notre avenir et pour les générations futures que le changement climatique* », Obama aura au moins reçu le soutien de François Hollande qui prépare la conférence climatique mondiale qui se tiendra à Paris en décembre. Les deux présidents ont en commun de choisir le terrain du changement climatique pour tâcher de se donner le beau rôle de sauveur de l'humanité. Et comme les effets – ou le manque d'effets – de leur politique, qui est surtout faite de déclarations, ne seront perceptibles que bien après qu'ils auront terminé leur carrière politique, ce terrain a leur faveur.

Reste que le problème des gaz à effet de serre est réel. Le plan d'Obama, s'il devient

réalité, devrait contraindre bien des centrales à charbon à modifier de façon importante leurs procédés industriels ou à fermer. Or les capitalistes qui ont investi dans le charbon ne l'entendent pas de cette oreille. Ils hurlent à la mort, à la faillite et à la destruction massive d'emplois si on les contraint à quoi que ce soit. Et à voir la passivité des autorités américaines, notamment celles de la protection de l'environnement, devant la frénésie des propriétaires de mines à décapiter des montagnes entières dans le Kentucky et la Virginie-Occidentale pour en accaparer le charbon, on se doute qu'ils ont le bras long.

D'ici à 2030 les lobbyistes à leur service s'agiteront pour faire échec à toute restriction de la liberté des capitalistes d'exploiter et de détruire l'environnement. Déjà

quand d'autres économistes parlent seulement de 8,4 milliards, ils chiffrent à 100 milliards de dollars le coût du plan d'Obama, dans l'espoir de décrocher des aides pour les industriels du charbon.

Toute une catégorie de politiciens se met d'ores et déjà à leur service. Obama a pris soin de donner à son plan la forme d'un décret de l'Agence américaine de l'environnement, plutôt que celle d'une loi qui aurait toutes les chances d'être bloquée par les sénateurs et représentants qu'il ne contrôle pas au Congrès. Mais ce sont maintenant des gouverneurs d'États qui ont pris la tête de la fronde. En effet, le plan d'Obama prévoit de répartir les réductions d'émission de gaz à effet de serre entre les cinquante États de la fédération, leur donnant jusqu'à 2018 pour présenter chacun un plan applicable en 2022. Une douzaine de gouverneurs ont déjà annoncé qu'ils contesteraient la mesure devant la Cour suprême, une manœuvre juridique ayant pour but d'allonger ce délai de plusieurs années.

Le caractère contraignant du plan climatique est d'emblée atténué puisqu'il est prévu un système de quotas de droits à polluer que les États pourront s'échanger. Quand on se rappelle la totale inefficacité et les scandales occasionnés par un tel système mis en route en 2005 en Europe, on peut douter de la réelle efficacité des mesures annoncées à Washington.

Que le réchauffement climatique soit à terme

un problème majeur de l'humanité, beaucoup en sont convaincus. Mais les solutions ne viendront pas d'Obama ou de Hollande. Car il n'est pas question pour eux d'empêcher les industriels de tout faire pour gagner leur course aux profits, au mépris des ouvriers qu'ils exploitent, des populations qu'ils pillent et de l'environnement qu'ils détruisent.

Lucien Déroit

Les inégalités s'accroissent

On pourrait penser que, dans un pays comme les États-Unis, accoucher soit devenu presque une formalité. Pourtant, le taux de mortalité des femmes après accouchement y a augmenté ces quinze dernières années, à l'inverse des autres pays riches. Si ce taux est de six pour 100 000 naissances dans des pays comme le Japon ou la Grande-Bretagne, il est de plus de 18 aux États-Unis, et il frôle les 40 pour les femmes noires.

D'après les médecins, ce serait lié à l'augmentation des maladies

cardio-vasculaires causées par la dégradation des conditions de vie. Or, si la médecine permet d'en réduire les conséquences sur les accouchements, les femmes les plus pauvres, et donc les plus touchées, ont du mal à y avoir accès.

On constate cette dégradation dans le pays le plus riche de la planète. Mais en France, il n'y a pas de raison pour que le déremboursement des soins, la suppression de maternités et de personnel dans les hôpitaux ne conduisent pas à la même évolution.

Hervé Boidet

Porto Rico : une dette que la population paie

Le gouvernement de l'île de Porto Rico, dans la Caraïbe, avec ses 3,7 millions d'habitants, n'a pas pu rembourser le 3 août une dette de 58 millions de dollars à un organisme financier public. Il a donc été déclaré en défaut de paiement, tout comme la Grèce en juin quand elle n'a pas remboursé le FMI.

Porto Rico est officiellement un État semi-indépendant associé aux États-Unis, qui l'ont annexé en 1898 sans en faire pour autant un État membre à part entière de leur fédération. Ce statut à part a permis aux banques d'exiger de Porto Rico des taux d'intérêts trois à quatre fois plus élevés que ce qu'elles pratiquaient pour les prêts aux grandes villes et aux États américains, saignant les finances locales. Ces banques ont aussi gagné beaucoup d'argent en spéculant autant que possible avec les titres de la dette de Porto Rico. Quand ceux-ci ont perdu de la valeur, elles les ont replacés auprès des petits investisseurs américains qui ont acheté au prix fort des papiers (junk bonds) ne valant plus grand-chose.

Les fonds de Porto Rico sont en fait depuis longtemps dépendants des financiers, la dette de l'île atteignant 72 milliards de dollars. Les autorités locales ont réagi ces dernières années en courtisant les millionnaires. Prétendant attirer les investisseurs sur l'île, elles les ont exonérés d'impôts locaux en 2012, ce cadeau s'ajoutant au fait qu'on ne paie déjà pas sur l'île l'impôt sur le revenu américain. Et cela alors que les entreprises ne sont assujetties qu'à un dérisoire impôt sur les bénéfices de 4%. Pas étonnant que les hôtels et résidences de luxe, les marinas et les golfs soient devenus un investissement attractif pour quelques bourgeois affairistes.

Loin de la rendre prospère, cette politique a

contribué à mettre l'économie locale à genoux. Comparé aux États-Unis, le taux de chômage y est le double quand le revenu médian est de moitié inférieur.

Le gouvernement local s'est engagé dans la réduction des dépenses liées aux services publics. Il y a deux ans, une mesure visant à réduire les retraites des enseignants avait été repoussée victorieusement par deux jours de grève, pourtant considérée comme illégale. À présent il s'attaque aux écoles: après en avoir fermé déjà 100, il veut en fermer 560 autres. Les gouvernants veulent aussi réduire le salaire horaire minimum (7,25 dollars de l'heure actuellement), bien qu'il soit déjà inférieur de 45 % au smic horaire en France.

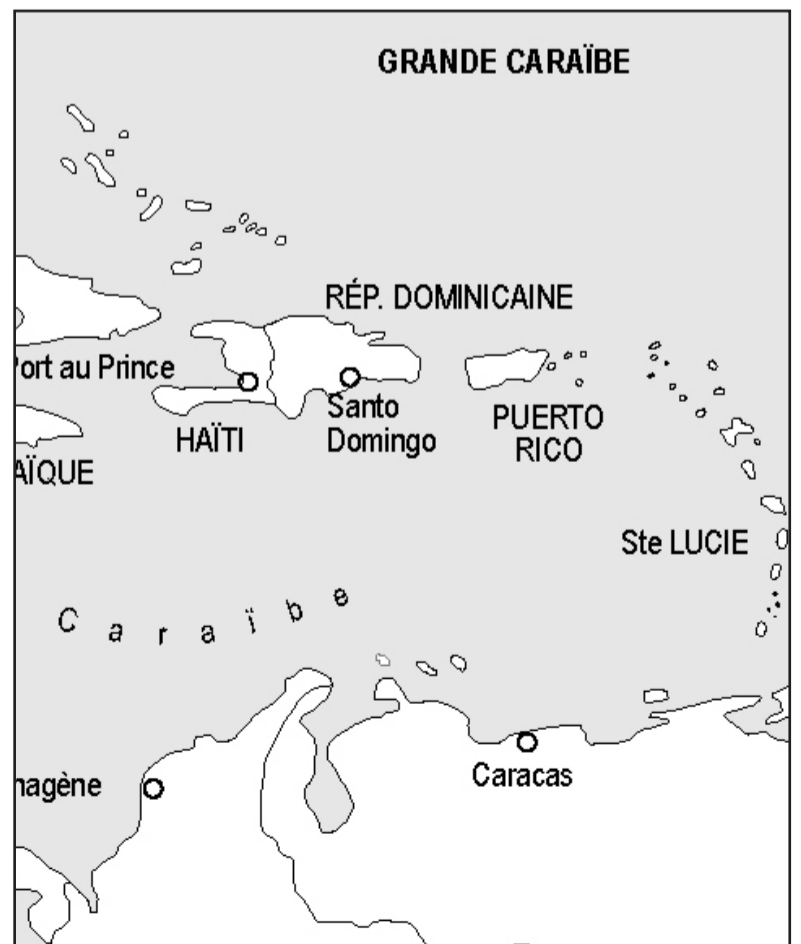
L'assurance-maladie qui bénéficie aux personnes âgées, tout comme celle qui permet aux plus pauvres de se soigner sont en perte, d'autant plus que le gouvernement fédéral d'Obama

a prévu de cesser son aide en la matière en 2016. Déjà 3 000 médecins ont quitté l'île ces cinq dernières années laissant les malades à leur sort.

Cette crise de la dette n'a profité qu'aux financiers

qui ont dépecé l'économie portoricaine, laissant l'île en faillite. Pour toute réponse le gouvernement voudrait imposer à la population de payer la dette au prix fort.

L.D.



Haiti

28 juillet 1915, le débarquement américain

Dans son journal *Voix des travailleurs*, l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) d'Haïti consacre un article à l'invasion du pays par l'armée américaine il y a cent ans, le 28 juillet 1915.

Les troupes de la marine américaine qui envahirent Haïti le 28 juillet 1915 allaient y rester pendant dix-neuf ans.

Elles n'intervinrent pas pour apporter la démocratie, non plus pour donner la sécurité à la population. Les États-Unis débarquèrent en Haïti parce que les guerres civiles auxquelles se livraient des groupes rivaux des classes dominantes haïtiennes pour le contrôle du pouvoir (quatre présidents en deux ans) mettaient en péril leurs intérêts dans le pays. Leur présence physique allait leur permettre de donner un coup d'accélérateur au contrôle de l'économie, à l'exploitation des masses paysannes pauvres et au pillage systématique des ressources naturelles qui existaient bien avant leur arrivée en 1915 par les grandons, les hauts gradés militaires et par une mince couche de l'aristocratie noire et mulâtre qui avait pris le pouvoir après l'indépendance d'Haïti. L'impérialisme américain voulait surtout s'assurer de sa pleine souveraineté sur ce bout de territoire.

En effet, alors que les puissances impérialistes européennes s'affrontaient à coups de canon dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, l'impérialisme américain en concurrence avec ses rivaux européens confortait sa domination en mettant le grappin sur les pays sud-américains et la Caraïbe et en y élargissant son influence, conformément aux doctrines de Monroe énoncées dès 1823.

La Caraïbe, champs clos des rivalités impérialistes

En effet, à la fin du 19^e siècle, les impérialistes anglais, français et dans une moindre mesure allemands avaient une longueur d'avance sur la bourgeoisie américaine et s'étaient déjà partagé le monde en fonction du poids de leur économie. Mais les États-Unis avaient connu une croissance vertigineuse après la guerre de Sécession au point de devenir au début du 20^e siècle la première puissance industrielle

mondiale, presque exclusivement grâce au marché intérieur des États-Unis. Mais avec la croissance des forces productives, les limites nationales des États-Unis devenaient un carcan pour l'économie américaine qui, pour continuer de croître, allait afficher ses tendances impérialistes.

Les États-Unis imposent leur domination

Mais même en regardant près de chez eux, tous les territoires sud-américains étaient déjà occupés, soit par des puissances coloniales comme le Portugal ou l'Espagne, soit par d'autres puissances impérialistes comme l'Angleterre. Les USA n'avaient pas d'autre choix que la guerre pour conquérir de nouveaux marchés. Ainsi en 1898, ils déclarèrent la guerre à l'Espagne pour prendre d'assaut Cuba, Porto Rico et les Philippines. En 1902, ils arrachèrent le Panama des griffes de la Colombie. En 1904, la République dominicaine ne pouvant plus payer les intérêts de ses dettes à ses créanciers européens, Theodore Roosevelt expédia deux navires de guerre dans le port de Saint-Domingue, et imposa une convention par laquelle les États-Unis s'octroyaient le contrôle des douanes, dont 55% des ressources seraient destinées au remboursement des créanciers étrangers. Un Américain fut nommé directeur des douanes et le contrôle des douanes de Saint-Domingue par les États-Unis n'allait prendre fin qu'en 1940.

Contre le Mexique, les États-Unis lancèrent une expédition entre 1914 et 1916. À côté d'Haïti, les troupes américaines s'installèrent pour vingt ans au Nicaragua, et pour huit ans en République Dominicaine.

Haïti faisait donc les frais comme tant d'autres pays de la région du système économique impérialiste dans sa version américaine du début du 20^e siècle. Les classes exploitées payèrent le plus lourd tribut de cette intervention car en Haïti même, les USA surent trouver au sein de l'aristocratie

haïtienne des relais de leur politique.

En Haïti, les milieux nationalistes qui prennent les devants pour commémorer cette date parlent des massacres des paysans pauvres par les soldats américains, mais c'est pour mieux mettre en avant les leaders politiques qui enrôlèrent ces paysans pauvres, et qui étaient des politiciens bourgeois.

Si on peut être solidaire de leur combat contre l'occupation américaine, il reste qu'ils n'étaient pas une alternative représentant les intérêts des classes pauvres. Après le départ des États-Unis, ce sont ces mêmes politiciens qui assurèrent l'exploitation de ces classes au profit des trusts américains, appliquant les

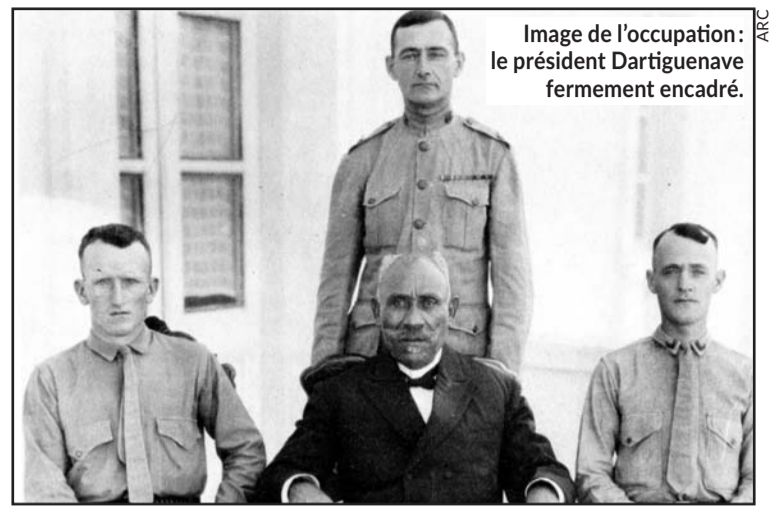


Image de l'occupation: le président Dartiguenave fermement encadré.

mesures réactionnaires décidées par les militaires nord-américains avant leur départ. Ce furent des bourreaux de la population, à l'origine des premières répressions contre ceux qui se revendiquaient des idées marxistes.

Il ne faut pas seulement combattre l'occupation américaine, mais combattre l'impérialisme. C'est être du côté des travailleurs dans leurs luttes quotidiennes contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail dans les usines.

C'est dénoncer tous ceux qui sont au service de la bourgeoisie et servent de relais à l'impérialisme, c'est se battre pour la construction d'un parti des travailleurs révolutionnaires dont les luttes devront se joindre à celles des travailleurs de Saint-Domingue, des petites Antilles et pourquoi pas des ouvriers américains, pour une lutte mondiale des travailleurs de la planète. Le mot d'ordre de Karl Marx: «*Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!*», est plus que d'actualité.

Un pays mis en coupe réglée

C'est un soulèvement de la population de Port-au-Prince qui servit de prétexte à l'intervention militaire en Haïti, le 28 juillet 1915. À la suite du massacre de prisonniers politiques, le président, Vilbrun Guillaume Sam, et le directeur de la prison avaient été lynchés. Mais depuis plusieurs années, le gouvernement américain attendait un tel prétexte pour disputer le contrôle –et le pillage– d'Haïti aux impérialistes européens, surtout français et allemands.

L'armée d'occupation mit en place un conseiller financier américain qui devrait décider du budget du gouvernement et dicter sa politique économique... Les occupants empêchèrent l'élection à la présidence de la République du nationaliste Bobo qui avait la faveur de la population mais

affichait ses positions anti-américaines, et imposèrent celle de Dartiguenave qui leur était favorable. Celui-ci signa le 16 septembre 1915, pour dix ans renouvelables, la convention légalisant l'occupation.

Un article de la Constitution haïtienne excluait les étrangers de la propriété foncière ou immobilière, ce qui les éloignait de la production en grand du sucre, du café, du coton et du tabac et de l'exploitation du bois du pays. En 1918, une nouvelle Constitution rédigée par l'occupant américain leva cette interdiction. Des compagnies agricoles américaines obtinrent 28 000 hectares de concessions, au prix de la spoliation de nombreux petits propriétaires. Enfin l'armée haïtienne, licenciée, fut remplacée par une gendarmerie placée sous commandement américain.

Une résistance armée à l'occupation se développa à partir des «*Cacos*», bandes de paysans armés de vieux fusils et de machettes. Deux décisions des autorités d'occupation mirent le feu aux poudres: le désarmement de la population et, le 1^{er} août 1916, la remise en vigueur de la corvée, système de travail obligatoire auquel les paysans étaient soumis pour construire les routes. La révolte se transforma en insurrection,

comptant jusqu'à 5 000 combattants permanents et environ 15 000 membres occasionnels.

En réponse, l'armée américaine fit appel à des renforts et porta ses effectifs à près de 2 000 hommes. Elle fut tenue en échec jusqu'en 1921, date de la fin des combats, malgré ses moyens de guerre moderne. Un système de passeport intérieur fut instauré et les paysans regroupés dans des camps d'internement. Il y eut au total 13 000 victimes du côté haïtien.

Les troupes américaines firent ainsi place nette pour le pillage du pays. Les fonds de la banque nationale furent transférés à la National City Bank de New York et Haïti dut souscrire un emprunt de 40 millions de dollars auprès de banques américaines.

En octobre-novembre 1929, une grève et des manifestations d'étudiants contre l'occupation américaine furent encore violemment réprimées. La loi martiale fut proclamée. Des renforts de marines débarquèrent et firent plusieurs dizaines de morts. Les autorités américaines décidèrent alors d'évacuer l'île. En octobre 1931, elles commencèrent à transmettre leurs pouvoirs aux politiciens haïtiens. Mais il fallut attendre le 21 août 1934 pour que les derniers soldats nord-américains quittent l'île.

Jean-Jacques Lamy



CAC40 : une montagne de profits

La plupart des grandes entreprises françaises ont réalisé au premier semestre 2015 des bénéfices en forte hausse. En moyenne, cette hausse est de 8 % pour les 28 entreprises du CAC 40 qui ont annoncé leurs résultats, avec plus de 25 milliards d'euros sur le semestre.

Sanofi, Orange ou LVMH voient leurs bénéfices bondir. Les groupes automobiles annoncent aussi des profits confortables. PSA, par exemple, qui présentait sa situation comme

catastrophique pour justifier la fermeture de l'usine d'Aulnay, tailler dans les effectifs et obtenir en même temps des milliards de l'État, annonce aujourd'hui plus de 720 millions de bénéfices pour le premier semestre. Les usines tournent à plein et la masse salariale est en baisse.

La recette est la même pour tous les groupes. Les profits de Total sont en hausse de 7 %, mais le groupe a prévu de supprimer 2 000 postes. Schneider Electric, Sanofi, Michelin,

Alcatel-Lucent, Danone, Lafarge... tous suppriment des emplois pour le plus grand profit de leurs actionnaires.

Les cent plus grandes entreprises françaises disposeraient aujourd'hui d'un matelas de « cash » de 235 milliards d'euros. Elles accumulent, distribuent des dividendes, mais n'investissent plus dans la production. Ce qui n'empêche pas le grand patronat de demander encore de nouveaux cadeaux à l'État.

Serge Fauveau

C'EST LA REPRISE ...



Loyers parisiens : un encadrement qui n'empêchera rien

L'encadrement des loyers était une promesse de campagne de Hollande en 2012, et elle est la seule mesure dont le gouvernement socialiste puisse dire qu'elle devait servir les milieux modestes. Aujourd'hui, il n'en reste plus grand-chose.

À titre expérimental, l'encadrement devait s'appliquer à 28 « zones urbaines tendues ». Il est limité à la ville de Paris depuis le 1^{er} août. Son extension reste à l'état de projet. En l'état actuel, à Paris, les loyers de 60 000 logements seraient révisables à la baisse, dont 40 000 pour

des baux en cours. Selon le même principe, 25 000 logements pourraient voir leur loyer augmenter, à la révision du bail.

Mais pour les locataires, il est bien difficile de contrôler l'application de la mesure. Paris est divisé en 14 zones géographiques, ayant chacune leur loyer de référence, révisable tous les ans, qui dépend aussi du nombre de pièces et de l'âge du bâtiment. Un propriétaire peut dépasser le loyer de référence, s'il justifie de caractéristiques dites de confort (une belle vue, une terrasse) qui n'ont rien d'objectif.

Dans le meilleur des cas, la révision des loyers pourrait s'appliquer à l'échéance triennale, mais la décision sera du ressort de la justice, dont les tribunaux sont engorgés. Bien des locataires renonceront à se lancer dans ces procédures. Quant aux nouveaux locataires, ils seront toujours face à des prix fixés par les agences.

Les loyers parisiens ont augmenté de 33 % en dix ans, et parfois 50 %, des hausses que l'on retrouve dans la plupart des grandes villes. Ces loyers resteront hors de portée pour les petits revenus, encadrement

ou pas, car pour la majorité des loyers révisables, la baisse serait de 50 ou 100 euros seulement.

Le logement reste soumis à la spéculation et aux

intérêts privés. Malgré ses annonces, le gouvernement n'y changera rien.

Alain Chevard



Foyer Home Dôme (Clermont-Ferrand) : menace de fermeture

Fin juillet, la direction du Foyer Home Dôme de Clermont-Ferrand a annoncé sa fermeture fin 2016, sous prétexte qu'il ne répond plus aux normes de sécurité et qu'il accuse un déficit permanent.

Les résidents sont à la fois des jeunes travailleurs et des étudiants. Mais ce foyer, construit il y a une quarantaine d'années, a développé depuis quelques années une fonction

d'hôtellerie. Car il y a beaucoup de demandes de logement à l'occasion des congrès internationaux, du Sommet de l'élevage ou du Festival du court métrage, par exemple.

Cette fonction constituerait environ la moitié des recettes. Mais elle a aussi entraîné une baisse des subventions de la part de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et du Conseil général pour

le fonctionnement en tant que foyer de jeunes travailleurs.

Or, en matière d'hôtellerie, Home Dôme n'est pas aux normes de sécurité. À plusieurs reprises, il a reçu des rappels à l'ordre de la part de la commission de sécurité, des pompiers et de la Préfecture. Le coût des travaux de rénovation est estimé à au moins deux millions d'euros. D'autant plus qu'il s'y ajoute des

travaux de désamiantage. La seule solution temporaire a été de fermer les étages supérieurs!

Qui doit payer? Home Dôme, s'il veut faire de l'hôtellerie, doit au moins faire ces travaux, mais il n'est pas propriétaire. Le propriétaire est Logidôme, organisme lié à l'OPAC, établissement public, qui ne veut pas payer, d'autant plus qu'il a demandé à plusieurs reprises à

Home Dôme de cesser cette activité hôtelière qui n'est pas prévue dans le bail.

En attendant des décisions qui seraient prises en septembre par le conseil d'administration du foyer, dont le président est adjoint au maire socialiste de Clermont, ce sont des menaces bien réelles qui pèsent sur le sort de la trentaine de salariés qui redoutent d'être licenciés en 2016.

Correspondant LO

Canal Plus de censure

Après l'avoir reportée de plusieurs mois, la direction de la chaîne Canal Plus a carrément annulé la diffusion d'un reportage intitulé « Évasion fiscale, une affaire française ».

C'est Vincent Bolloré, qui possède une grande fortune, un conglomérat industriel et financier en France et en Afrique et accessoirement un paquet d'actions de Vivendi lui donnant le contrôle de Canal Plus, qui a décidé

de cette censure. Il s'agit d'aider son ami Michel Lucas à préserver l'image du Crédit Mutuel, banque dont il est le PDG, mis en cause dans le reportage. Banni de Canal Plus, le documentaire sera toutefois diffusé à l'automne sur France 3.

Il y a quelques semaines Bolloré s'était déjà illustré en essayant de faire passer à la trappe l'émission satirique « Les guignols de l'info »,

goûtant peu la dérision à l'égard de son monde de grands capitalistes et de politiciens à leur service.

Comme d'autres milliardaires qui ont investi dans les médias, Bolloré considère que la liberté de la presse, c'est avant tout sa liberté de l'acheter et que le droit de propriété, c'est son droit de pratiquer la censure.

L.D.

Paris : pas de cadeau pour le mois d'août!

Alors que traditionnellement le stationnement était presque partout gratuit au mois d'août à Paris, désormais, il faudra payer de deux à quatre euros de l'heure selon les zones. Gare aux Parisiens qui auraient oublié cette « réforme du stationnement » votée en décembre dernier et sont partis en vacances en laissant leur voiture garée près de chez eux, le montant des amendes sera salé à leur retour! Quant aux salariés de

banlieue qui espéraient pouvoir venir tranquillement au travail en voiture, ils devront continuer à prendre les transports en commun.

Après avoir instauré en même temps le prolongement du stationnement payant jusqu'à 20h au lieu de 19h, la Mairie de Paris, à majorité PS, continue de rançonner les automobilistes, faisant de Paris une ville de plus en plus réservée aux riches.

M.L.

Automobile : profits record sur le dos des salariés

L'année 2014 aura été faste pour les capitalistes de l'automobile, avec 720 millions d'euros de profits pour PSA et 1,4 milliard pour Renault. Plusieurs raisons conjoncturelles sont avancées pour expliquer cette santé florissante, de la faiblesse de l'euro à la reprise des ventes en Europe, en passant par les bas cours du pétrole ou les importants dividendes versés par la filiale japonaise Nissan dans le cas de Renault.

Mais les dirigeants

de Renault et de PSA se vantent aussi de récolter les fruits de leur politique d'augmentation de la productivité et de diminution de la masse salariale, qui est passée chez PSA de 14,5% du chiffre d'affaires en 2012 à 12,4% en 2014. Cela fait plusieurs années en effet qu'ils multiplient les attaques contre les ouvriers et les autres salariés de leurs entreprises.

Chez Renault, des « accords compétitivité » ont été signés en mars 2013

avec l'objectif d'économiser 500 millions d'euros par an. Malgré la mobilisation des ouvriers dans plusieurs usines du groupe, ils se sont soldés par le vol de jours de congés, le non-remplacement des travailleurs partant à la retraite, le quasi-blocage des salaires pour plusieurs années, l'incitation à la mobilité intersites. Depuis la signature de ces accords, 8000 emplois ont été supprimés dans le groupe.

Du côté de PSA, l'usine d'Aulnay a été fermée en

2013, laissant sur le carreau plus d'un millier d'ouvriers. Les suppressions d'emplois ont continué dans tout le groupe, 14800 emplois ont été supprimés en deux ans. Malgré les débrayages à Poissy, Mulhouse ou Rennes, un plan de compétitivité a été imposé aux travailleurs, avec des attaques similaires sur les conditions de travail, les cadences et les horaires, ainsi que le pouvoir d'achat des ouvriers. Se félicitant des gains de productivité

ainsi obtenus, le président du groupe, Carlos Tavares, a annoncé vouloir faire tourner les usines à 130% de leur capacité.

À Renault comme à PSA, les mêmes recettes sont utilisées par les patrons : blocage des salaires, augmentation de la productivité, suppressions de postes par milliers pour augmenter les profits. Pour mettre un terme à cette politique, il faudra une riposte de tous les travailleurs du secteur.

Valérie Fontaine

La Poste : tarifs en hausse, emplois supprimés

Les tarifs du courrier vont augmenter de 3,6% en moyenne au 1^{er} janvier 2016. L'affranchissement des lettres simples va ainsi passer à 0,80 euro à compter du 1^{er} janvier. Cette future hausse des tarifs annoncée fin juillet s'ajoute à celle de 2015 qui était de 7%. Depuis 2010, où il coûtait 58 centimes, le timbre a augmenté de 38%. L'État a en effet autorisé en juillet 2014 La Poste à augmenter ses tarifs de 5,2% en

moyenne par an pendant quatre ans. Dans le même temps, elle annonçait des bénéfices en hausse de 31,7% au premier semestre 2015 avec 424 millions d'euros de bénéfices.

La Poste se comporte comme un groupe capitaliste cherchant à faire du profit et s'en donnant les moyens : augmentation des tarifs qui pèse sur les usagers d'un côté, suppressions d'emplois et attaques contre les salariés de l'autre. Les bénéfices des

six derniers mois reposent notamment sur la suppression de plus de 5000 emplois. En dix ans La Poste en a supprimé plus de 90000.

L'État est directement responsable de ces suppressions d'emplois qui gonflent le chômage. Et les 341 millions d'euros qu'il donne au titre du CICE (Crédit impôt compétitivité emploi) à La Poste apparaissent comme une prime à la destruction d'un service public.

Christian Chavaux

LE PRIX DU TIMBRE S'ENVOLE



Aubervilliers : La Poste et la discrimination sociale

Aubervilliers en Seine-Saint-Denis compte 78 000 habitants et seulement deux bureaux de poste. Il y a un an, un incendie a détruit le troisième bureau, situé dans un des quartiers les plus densément peuplés de la ville.

Depuis, les habitants de ce quartier devaient faire leurs opérations postales soit dans un bureau situé à Pantin, dans le même quartier des Quatre Chemins, soit dans l'un des deux bureaux de la ville dont les files d'attente se sont

allongées, certaines débordant dans la rue. Les usagers tout comme les employés n'en peuvent plus de cette situation. Aubervilliers est une ville pauvre et beaucoup de ses habitants font leurs opérations de retrait à La Poste, seul organisme bancaire qui les accepte et où ils peuvent ouvrir un compte et percevoir les minima sociaux.

Interpellée par la municipalité, La Poste envisagerait d'ouvrir un nouveau bureau dans le quartier des Quatre

Chemins d'ici... un an minimum ! En attendant, un point poste a été ouvert dans une petite surface du quartier et il y aurait un projet d'en ouvrir un second. Ils sont cependant loin de pouvoir assurer toutes les opérations nécessaires aux habitants.

Tandis qu'à Paris on compte un bureau de poste pour 12 000 habitants en moyenne, Aubervilliers en compte, aujourd'hui, un pour 39 000. Qui parlait récemment « d'apartheid social » ?

Correspondant LO

Autoroutes : les travailleurs d'ASF en grève

À l'occasion des grands départs du 1^{er} août, les salariés des Autoroutes du sud de la France (ASF) se sont mobilisés, par la grève et des distributions de tracts aux usagers, pour réclamer des embauches et dénoncer leurs conditions de travail.

Construites avec l'argent de l'État, ces autoroutes ont été privatisées en 2006 au profit du groupe Vinci. Depuis, les effectifs ont baissé de 25%, soit 1 800 emplois supprimés. Les travailleurs d'ASF dénoncent les pressions et le stress au travail, les réorganisations permanentes. Le nombre de saisonniers permettant de faire face à l'afflux de vacanciers en été a aussi été réduit, et

poser plus de deux semaines de congés dans cette période est devenu quasiment impossible. Quant aux usagers, ils paient de plus en plus cher un service de plus en plus réduit. De plus en plus fréquemment, ils peuvent se retrouver bloqués aux péages, sans interlocuteur, face à des machines en panne.

ASF est donc une bonne affaire : en neuf ans, les actionnaires de Vinci ont engrangé six milliards d'euros de profits. Avec la complicité du gouvernement, qui pour la galerie a fait mine de critiquer les hausses de tarif, mais a versé à ASF 11 millions d'euros d'argent public en 2014 au titre du CICE.

Serge Fauveau

La Réunion : les enfants victimes de la crise

D'après une étude de l'Observatoire Régional de la Santé de La Réunion portant sur les années 2011 à 2014, 39% des enfants réunionnais vivent dans des familles dont aucun parent n'a d'emploi. C'est quatre fois plus qu'en métropole. La moitié des jeunes de moins de 20 ans vivent en

dessous du seuil de pauvreté. 35% des élèves en CM2 sont en surcharge pondérale (contre 23% en métropole). Les taux de suicide, de grossesses précoces et de contraceptions d'urgence, mais aussi de violences intrafamiliales sont nettement supérieurs à La Réunion.

Les conséquences du fonctionnement de la société capitaliste affectent encore plus durement les populations des régions les moins développées économiquement. Les conséquences du chômage et des bas salaires ne sont pas uniquement ressenties par les parents privés d'emplois

ou ne disposant que de bas revenus, elles affectent aussi la vie des enfants et contribuent à la désocialisation de ces derniers. Depuis leur naissance jusqu'à leur mort, les enfants de travailleurs et de chômeurs voient leur vie dépendre des choix de la bourgeoisie en matière d'emplois,

de logement, d'éducation, de développement du pays, d'organisation de la société en général.

Et pour les plus pauvres, qui constituent la moitié de la société réunionnaise, c'est une catastrophe dont ils ne pourront se sortir que par la lutte.

Correspondant LO

Air France/KLM : encore des suppressions d'emplois en vue

La direction d'Air France/KLM a décidé de nouvelles attaques contre les travailleurs du groupe. Les médias ont en effet annoncé des mesures qui vont aboutir à de nouvelles suppressions d'emplois, s'ajoutant à celles des deux précédents plans « d'augmentation de la productivité » : Transform 2015 et Perform 2020.

À Orly, à l'entretien des avions gros porteurs B777, cela se traduit par la fermeture de l'activité peinture avion, l'abandon des deux hangars d'entretien pour n'en laisser qu'un seul en activité, et le transfert de l'atelier de petites réparations et de celui de plasturgie vers une nouvelle usine à Roissy-Charles-de-Gaulle (CDG). Cent soixante-dix travailleurs sont menacés par cette restructuration.

La direction a décidé un plan de départ volontaire et un redéploiement des effectifs avec des compensations pécuniaires minimales. Si elle arrive tant bien que mal à trouver des volontaires au départ ou à recaser des travailleurs dans des ateliers proches de Villeneuve-Le-Roi, elle peine à faire accepter les mutations vers Roissy, tant la compensation est ridicule. Elle organise donc des visites, qu'elle appelle des « oxygénations », dans les nouveaux ateliers de Roissy. Elle est surprise du refus

catégorique des plus jeunes d'y aller.

Quant à la promesse de réinstaller les deux chaînes B777 dans un seul hangar, beaucoup demandent à voir. En effet, de fermeture en fermeture, chacun peut comptabiliser la baisse incessante des effectifs à l'entretien d'Orly.

Ailleurs dans le groupe c'est la même dégradation des conditions de travail. Derrière le refrain sur la concurrence mondiale se cache la volonté d'accélérer les plans d'austérité. La direction envisage de réduire ou de fermer de nouvelles lignes courts, moyens et longs courriers et de supprimer encore plus de 3 000 emplois. Et elle ressort son projet Transavia Europe enterré après la grève des pilotes de 2014. Elle avait signé un accord mais elle renie sa signature, voulant pouvoir embaucher des pilotes aux conditions qui existent au Portugal notamment, en établissant des bases à l'extérieur des

frontières françaises et néerlandaises.

De son côté le SNPL, le syndicat majoritaire des pilotes d'Air France, vient de céder aux pressions de la direction en demandant aux pilotes de voter pour ou contre une baisse du paiement de leurs heures de nuit et de leur ancienneté. Parallèlement la direction leur demande de travailler 100 heures de plus par an.

Les dirigeants d'Air France/KLM veulent coûte que coûte diminuer ce



qu'ils appellent le coût du travail. Ils prennent soin d'attaquer les catégories de travailleurs les unes après

les autres. Jusqu'à ce qu'ils prennent la mesure qui fera l'unité contre eux.

Correspondant LO

PSA - Sochaux : des travailleurs qui ne veulent pas être vendus

Le Centre PSA de Belchamp, proche de l'usine PSA de Sochaux, compte 1 250 salariés, dont 92 sont au Roulage et testent l'endurance des voitures sur des pistes. Le 15 juillet, PSA a confirmé son projet de vendre, à la société Segula, le Roulage et les travailleurs avec.

Le 10 juillet, ils étaient environ 60 du Roulage à protester en défilant dans les ateliers de Belchamp. Le 21 juillet, la CGT appelle à un rassemblement devant l'entrée principale de l'usine Sochaux, FO s'y joint mais n'est pas pour se rendre à Sochaux. 180 travailleurs

de Belchamp et de Sochaux débrayent et vont au rassemblement quand même où ils scandent « On n'est pas de la viande, on n'est pas à vendre ! » Un salarié de Segula Matra Technologies, délégué CFE CGC au comité d'entreprise, prend la parole : « Segula, c'est l'antichambre des licenciements ». Les grévistes rentrent dans l'usine en cortège dynamique, s'adressent aux travailleurs de Sochaux qu'ils rencontrent : « Tous ensemble, tous ensemble ! ». Ils se rendent au « Building », siège de la direction, où ils lui font savoir que si elle ne descend pas, ils montent ! En colère, ils lui disent leur refus

d'être vendus, quittent les lieux, et décident de remettre ça dès le retour des congés.

Les projets de ventes de PSA ne concernent pas que les travailleurs de Belchamp et Sochaux mais aussi ceux de la mise au point des chaînes du Ferrage, des musées Peugeot et Citroën, du service des archives qui gère le patrimoine de PSA, ainsi que le Pilotage opérationnel de la Maintenance et moyens d'essai. Ce sont au bas mot 1 000 emplois de travailleurs.

Face à cela, la réaction des travailleurs de Belchamp-Sochaux n'est peut-être qu'un début.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Espagne : les enjeux des élections de Catalogne

C'est le 27 septembre 2015 qu'auront lieu les élections au Parlement de la Généralité (la grande région ou « Autonomie ») de Catalogne. De semblables élections ont eu lieu dans la plupart des autres Autonomies. Mais en Catalogne elles ont ceci de particulier que plusieurs partis politiques annoncent que l'enjeu pourrait être la reconnaissance de son indépendance. Une mesure que le gouvernement central de l'État espagnol dénonce comme illégale et contraire à la Constitution.

Le parti le plus déterminé dans la voie indépendantiste est le parti de droite dirigé par Artur Mas, qui multiplie les défis au gouvernement central dirigé par Mariano Rajoy, le leader du parti de droite au pouvoir à Madrid. Après avoir organisé des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes sur le thème de

l'indépendance de la région, Artur Mas est allé de l'avant avec l'appui du parti catalaniste de gauche ERC-Gauche républicaine catalane et d'un regroupement catalaniste radical, la CUT. Le référendum consultatif de septembre 2014, sur le principe de l'indépendance de la Généralité, avait remporté un succès reflétant un mécontentement présent dans les classes populaires.

Mais depuis, la machine a connu des ratés. Il y a eu la contre-offensive du gouvernement central de Madrid qui a balayé ce relatif succès et multiplié les menaces d'une rupture totale des relations et des crédits en cas de proclamation de l'indépendance. Puis un certain nombre de scandales concernant le parti de la droite catalaniste d'Artur Mas a éclaboussé l'ensemble du parti. Artur Mas a cédé la place de tête de liste à un représentant de l'indépendantisme

moins agressif. L'ERC a pris ses distances, la CUT aussi. Et la victoire aux élections municipales du mois de mai de la coalition de gauche, incluant Podemos et conduite par Ada Colau qui a été élue maire de cette capitale régionale, ont rendu Artur Mas plus prudent.

Pour les élections à la Généralité, Artur Mas a choisi de ne pas demander aux électeurs de se prononcer pour l'indépendance, mais pour le droit d'en décider. Il estime que si 68 % des députés élus sont des partisans de l'indépendance, il ne faudra pas reculer devant la responsabilité de la proclamer. La modération de ses propos lui a permis de conserver ses alliés de l'ERC et de la CUT. À ce stade il est clair qu'Artur Mas cherche avant tout un moyen de peser dans des négociations avec Madrid, sans provoquer une rupture risquée.

Il est évident que la



Barcelone, septembre 2014, manifestation pour le droit à l'indépendance.

SEMANA JOVEN

place qu'aura le débat sur l'indépendance dans les semaines à venir mettra au second plan les problèmes des classes populaires, pourtant apparus comme décisifs lors des élections municipales aussi bien à Barcelone que dans d'autres villes de cette

région importante.

À quelques mois des élections générales, le résultat de ces élections régionales de septembre aura en tout cas des conséquences sur la situation sociale et politique à l'échelle du pays.

Henriette Mauthey

Banques : scandale à Wall Street

Une vingtaine de banques, américaines ou européennes, sont soupçonnées de s'être enrichies frauduleusement en manipulant des obligations sur le marché de Wall Street et cela pendant cinq ans. Parmi elles, on retrouve Goldman Sachs, JP Morgan, Merrill Lynch, Citigroup, ainsi que des banques européennes, c'est-à-dire tout le gratin mondial de la finance.

En utilisant leur position de partenaires privilégiés de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, et en partageant des informations confidentielles sur leurs clients, ces banques pouvaient s'entendre sur les prix des obligations, multipliant ainsi leurs bénéfices.

Plusieurs d'entre elles sont déjà impliquées dans deux scandales portant sur des manipulations sur les devises et les taux interbancaires. Elles ont été prises la main dans le sac par les autorités américaines et britanniques, et s'en sont sorties avec de grosses amendes.

Mais ces tripatouillages relevant de la justice ne sont qu'un des aspects de l'activité de ces banques. Spéculer est une de leurs activités principales et consiste précisément à faire des paris plus ou moins risqués, fondés sur le mensonge.

En fin de compte, ces banques n'ont fait que leur métier et c'est bien ce qu'il y a à leur reprocher.

Alain Chevard

Un trader condamné, pas la spéculation

Un trader londonien de 35 ans, Tom Hayes, vient d'être condamné à 14 ans de prison pour une fraude colossale sur le calcul du Libor, un taux d'intérêt qui sert de base aux échanges interbancaires dans le monde entier et qui est calculé chaque jour à partir des données de grandes banques. Ainsi le Libor est la référence de contrats financiers portant sur des montants estimés à 450 000 milliards de dollars, c'est dire l'ampleur des activités spéculatives.

Entre 2006 et 2010, les traders d'une dizaine de banques avaient faussé leurs données à plus de 300 reprises, orientant ainsi le Libor de manière plus favorable aux affaires des banques qui les employaient. Hayes a ainsi rapporté

gros à ses patrons, la filiale londonienne d'UBS puis la filiale japonaise de Citigroup. Mais il a eu beau, lors de son procès, expliquer que sa hiérarchie savait tout sur la fraude, et que les directions de ces banques y trouvaient leur compte, il n'a pu éviter de payer l'addition.

La justice britannique a sévèrement condamné Hayes car un spéculateur est tout de même tenu de ne pas tricher avec les règles des contrats... qui protègent d'autres spéculateurs. Les actionnaires des grands groupes financiers concernés, eux ne risquent pas la prison : les banques se sont déchargées de toute poursuite en s'acquittant d'amendes.

L.D.

Lutte Ouvrière à votre rencontre

Depuis début juillet et jusqu'à fin août, les caravanes de Lutte Ouvrière font étape dans de nombreuses villes pour aller à la rencontre des travailleurs et de tous ceux que la situation actuelle et la politique du gouvernement révoltent.

Nombre de discussions se centrent sur la Grèce, sur les sacrifices imposés à la population par le capital financier, et sur l'impasse à laquelle mènent les politiques réformistes. Nombre de discussions aussi portent sur le mouvement des agriculteurs en colère, certains disant que « les ouvriers devraient faire pareil » pour se faire entendre. Mais ce qui domine est surtout

l'inquiétude devant les attaques patronales et au vu de la servilité des partis au pouvoir qui s'aplatissent devant les puissances d'argent.

Que faire face à cette situation, quel parti les travailleurs devront reconstruire, pour être capables de défendre leurs intérêts et de faire reculer le patronat, face à la trahison des partis dits de gauche et de la démagogie raciste et antipauvres de Le Pen ? C'est de cela, du programme de lutte indispensable aux travailleurs que les militants de Lutte Ouvrière souhaitent discuter avec tous, dans les prochaines villes où ils feront étape.

MARNE / ARDENNES

Jeu 6 août : Revin / Rethel

Vendredi 7 août :

Charleville-Mézières

Samedi 8 août : Sedan

LOIRE / DRÔME

Jeu 6 août : Montélimar

Vendredi 7 août :

Romans-sur-Isère

Samedi 8 août : Valence

MANCHE / MAYENNE

Lundi 10 août : Caen

Mardi 11 août : Cherbourg / Granville

Mercredi 12 août : Saint-Lô / Bayeux

Jeu 13 août : Fougères /

Vitré

Vendredi 14 août : Laval

Samedi 15 août : Mayenne / Laval (le matin)

AQUITAINE

Lundi 10 août : Langon

Mardi 11 août : Marmande

Mercredi 12 août :

Libourne

Jeu 13 août : Bergerac / Lalinde

Vendredi 14 août :

Périgueux

Samedi 15 août : Brive

